

Délibération n°2017-21

Date de la convocation : 17/01/2017

Nombre de conseillers en exercice : 35  
Nombre de conseillers présents : 33  
Nombre de conseillers votants : 34  
- dont « pour » : 34  
- dont « contre » : 0  
- « abstention » : 0

**Objet : Continuité des procédures des PLU communaux**

*Le mardi 24 janvier 2017 à 18H30*

Le Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, à Misson, salle des Conseillers, sous la présidence de Monsieur Pierre Ducarre, Président en exercice :

Commune	Nom et Prénom	P r é s e n t	Suppléé par	Procuration donnée à	A b s e n t	E x c u s é
BÉLUS	DUFAU DANIEL					X
CAGNOTTE	BACHERE ROBERT	X				
CAUNEILLE	DAMIANI CHRISTIAN	X				
ESTIBEAUX	BEROT DANIELE	X				
GAAS	LESCOUTE JEAN-MARC	X				
HABAS	DUPRE HENRIETTE	X				
HABAS	LATASTE JEAN-FRANCOIS	X				
HASTINGUES	DUCARRE PIERRE	X				
LABATUT	DUPONT BERNARD	X				
LABATUT	GASSIE JEAN-YVES	X				
MIMBASTE	LESCLAUZES MICHEL	X				
MIMBASTE	PAYEN GERARD	X				
MISSON	MAGESCAS BERNARD	X				
MOUSCARDES	DIZABEAU JEAN	X				
OEYREGAVE	LASSERRE SERGE	X				
ORIST	LAHILLADE FRANCIS	X				
ORTHEVIELLE	MOUSTIE DIDIER	X				
OSSAGES	MARCOS FREDERIC	X				
PEY	DUCAMP ROLAND	X				
PEYREHORADE	CAILLETON ISABELLE	X				
PEYREHORADE	DAVERAT MICHEL	X				
PEYREHORADE	DUPONT BEAUVAIS ISABELLE	X				
PEYREHORADE	SAKELLARIDES DIDIER	X				
PEYREHORADE	TRILLES MONIQUE	X				
PORT-DE-LANNE	CAPIN MICHEL	X				
POUILLON	DESCAZEUX HENRI	X				
POUILLON	MARQUIER JEAN-RAYMOND	X				
POUILLON	SIBERCHICOT MARIE-JOSEE	X				
POUILLON	VILHEM PATRICK	X				
SAINT-CRICQ-DU-GAVE	ETCHEBERTS THIERRY	X				
SAINT-ÉTIENNE-D'ORTHE	DISCAZAU SOPHIE	X				
SAINT-LON-LES-MINES	BOULAIN ANNIE			Thierry GUILLOT		
SAINT-LON-LES-MINES	GUILLOT THIERRY	X				
SORDE-L'ABBAYE	LESCASTREYRES MARIE-MADELEINE	X				
TILH	DARRASPEN JEAN		CAMPAGNE- IBARCQ Bernadette			
<b>Secrétaire de séance</b>			Jean Marc LESCOUTE			



VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Urbanisme, et plus particulièrement l'article L153-9 qui stipule que « *L'établissement Public de coopération Intercommunale peut décider, après accord de la commune concernée, d'achever toute procédure d'évolution d'un Plan Local d'Urbanisme engagée avant la date de sa création, y compris lorsqu'elle est issue d'une fusion ou du transfert de cette compétence. Il se substitue de plein droit à la commune dans tous les actes et délibérations afférents à la procédure engagée.* » ;

VU les dispositions de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, et notamment son article 136 ;

VU la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

VU l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre I<sup>er</sup> du Code de l'Urbanisme ;

VU le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre I<sup>er</sup> du Code de l'Urbanisme et à la modernisation du contenu du Plan Local d'Urbanisme ;

VU l'arrêté préfectoral PR/DAECL/2016/n°743 du 2 décembre 2016 portant création de la Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans issue de la fusion de la Communauté de communes de Pouillon et de la Communauté de communes du Pays d'Orthe au 1<sup>er</sup> janvier 2017 ;

VU la délibération n°2016-10 du conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays d'Orthe du 19 janvier 2016 actant la poursuite des procédures d'urbanisme en cours des communes de Hastings, Labatut, Saint Lon Les mines ;

VU la délibération n°2016-177 du Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays d'Orthe en date du 13 décembre 2016 relative à la poursuite de la procédure d'élaboration du PLUI et des PLU des communes dans le cadre de la nouvelle communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 ;

VU la délibération du conseil communautaire de la Communauté de communes de Pouillon du 29 janvier 2016 actant la poursuite de la révision du PLU de la commune de Pouillon,

VU la délibération du conseil communautaire de la Communauté de communes de Pouillon du 17 septembre 2016 prescrivant la modification simplifiée du PLU de la commune de Mimbaste,

**CONSIDERANT** que la nouvelle intercommunalité est compétente en matière d'urbanisme du fait du transfert automatique de compétence obligatoire ainsi que de l'inscription de la compétence obligatoire « Plan Local d'Urbanisme » dans les statuts de la nouvelle communauté de communes.

**CONSIDERANT** que les deux anciennes communautés de communes du Pays d'Orthe et de Pouillon ont demandé à la future intercommunalité, par délibération, de reprendre l'ensemble des procédures d'urbanisme, les deux PLUi mais aussi les révisions, élaboration et modification simplifiée des PLU communaux ;

Monsieur le Président propose de prendre la décision de continuer :

- la révision de la révision générale du PLU de Pouillon, de l'élaboration du PLU d'Hastings, Saint Lon les Mines et Labatut
- la modification simplifiée du PLU de Mimbaste.

Il est proposé que soient conservés les modes de concertation et les objectifs proposés dans les délibérations de prescription mais aussi les études associées à ces procédures (Diagnostic environnemental, agricole, Bureau d'études...).

Après avoir entendu le Président

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité pour, le Conseil communautaire :**

▪ **CONFIRME :**

- la continuité de la révision générale du PLU de Pouillon, de l'élaboration du PLU d'Hastings, Saint Lon les Mines et Labatut ainsi que la modification simplifiée du PLU de Mimbaste
- les modes de concertation ainsi que les objectifs sont conservés tels que proposés dans les délibérations de prescription
- la reprise des marchés passés par les anciennes communautés de communes avec les prestataires de service (bureau d'études, ADACL, etc)

- **PRECISE** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal de la Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans
- **AUTORISE** Monsieur le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires et à signer tous documents utiles pour mener à bien ce dossier.

ID : 040-244000667-20170124-2017\_21-DE  
Envoyé en préfecture le 26/01/2017  
Reçu en préfecture le 26/01/2017  
Publié ou notifié le 26/01/2017



Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus  
Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Président,  
Pierre DUCARRE



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acte télétransmis-le : 26/1/2017  
Numéro 20170124 - 2017\_21-DE  
Affiché le 27/1/2017